

**Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvrete
N° 49– 18 fevrier 2005**

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en esperant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et amis. Amicalement.

Marche mondiale des femmes, tel 01 44 62 12 33, Fax : 01 44 62 12 34, C/O SUD PTT, 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris, Site : <http://www.marchemondiale.org>.

-
- 1 Pétition pour Florence Aubenas et Giuliana Sgrena
 - 2 – « Pour les droits des femmes, pour l'égalité, NON à cette Europe la »
 - 3 – demande d'aide d'une association de femmes du Congo
 - 4 – Constitution européenne : Appel des 200
 - 5 - Décès de Madeleine Rébérioux
 - 6 - Festival au féminin à la Goutte d'or du 1 au 8 mars

MANIFESTATION A L'APPEL DE LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES ET DU COLLECTIF NATIONAL POUR LES DROITS DES FEMMES LE 8 MARS À 18H 30, RENDEZ-VOUS PLACE DE CLICHY. FAITES PASSER L'INFO !

1 – Pétition pour Florence Aubenas et Giuliana Sgrena

Dear friends, I would like to invite all of you to put your signatures on the petition for the release of the two women journalists kidnapped in Baghdad : Giuliana Sgrena and Florence Aubenas, two important voices of truth. Please link the petition to your websites.

Thank to all of you

Un Ponte Per ...Paola Gasparoli, www.petitionspot.com/petitions/freevoicesfreedom

Voices of freedom are kept prisoner in Baghdad.

Giuliana Sgrena is an Italian journalist, working for the daily newspaper Il Manifesto. She was kidnapped in Baghdad on the 4th of February, in front of the Al-Mustafah mosque, where she had interviewed a number of families forced by US bombing to fly from Fallujah. She is still a captive.

Florence Aubenas, French journalist of Liberation, disappeared more than one month ago in similar circumstances. Giuliana has visited Iraq many times, documenting with great honesty the dire sufferings of the population, caused first by the embargo, and later by war and occupation. Over the years, her work has provided a valuable channel to give a voice to the Iraqi people, to tell the stories that others would not write about. Her newspaper, Il Manifesto, has always been actively engaged against the war and occupation.

We do not know who has abducted them, or why. We firmly believe, however, that this act will not help Iraq and the Iraqi people to regain the sovereignty to which they are entitled, will not sortent the occupation, will not improve the life of the people.

We do know that voices of freedom, such as that of Giuliana and Florence, are direly needed.

As movements and associations active all over the world in the struggle against the war and to put an end to the occupation, we demand their immediate release.

2 – Débat : « Pour les droits des femmes, pour l'égalité, NON à cette Europe la »

Selon ses partisans, le "Traité constitutionnel" ferait progresser l'égalité entre les hommes et les femmes puisque des valeurs et des droits nouveaux y seraient reconnus. C'est un leurre et la Constitution contient même de graves menaces de régression.

- Contrairement aux affirmations des partisans de la Constitution, l'égalité entre les hommes et les femmes n'est pas reconnue comme une valeur fondatrice de l'Union. De plus, les droits ou principes concernant les femmes qui y sont inscrits ne sont que pur affichage en l'absence de dispositif contraignant†: de simples déclarations d'intention !

- Il n'y a rien de nouveau par rapport aux traités et aux Directives européennes en vigueur et il manque au contraire des droits essentiels pour les femmes.

- La Constitution n'apporte rien de nouveau pour les droits des femmes au contraire : manquent les droits à la contraception, l'avortement, l'orientation sexuelle de son choix, le droit au divorce, à vivre sans violence, l'interdiction de la traite à des fins de prostitution, le droit d'asile pour motifs de violences ou persécutions. Le principe de laïcité

disparait, ouvrant la porte aux pressions retrogrades des eglises. les femmes immigrées seront toujours soumises aux traditions oppressives de leur pays a travers les codes de statut personnel.

- Certains des droits sociaux essentiels pour tous et particulierement pour les femmes sont en regression. Le droit au travail, inscrit dans la declaration des droits de l'homme de 1948, devient "le droit de travailler et la liberte de chercher un emploi" ! Avoir un emploi est la condition de l'autonomie des femmes. De meme, le droit a un revenu minimum devient "le droit a une aide « sociale" : un recul particulierement nefaste pour les femmes qui representent 80 % des travailleurs pauvres et la majorite des chomeurs non indemnisés et des beneficiaires de minima sociaux.

- La remise en cause de ces droits n'est pas un hasard ! C'est l'application de la doctrine neo-liberale qui est le fondement de la Constitution. Ainsi, au nom du marche, on programme la privatisation des services publics. L'experience montre que leur recul fait retomber sur les femmes des taches qui ne sont plus assurees par la collectivite ou qui deviennent trop chers, penalisant par la les femmes les plus modestes.

- Dans la strategie europeenne de l'emploi, l'egalite entre les hommes et les femmes est utilisee pour legitimer toujours plus de flexibilite et de precarite. Depuis toujours, le temps partiel a ete presente aux femmes comme le moyen de trouver un "equilibre entre la vie familiale et professionnelle". Le temps libre revendique par les mouvements feministes pour la qualite de la vie est aujourd'hui vide de son contenu progressiste. Il est utilise pour legitimer un temps de travail a la carte qui dans le contexte actuel ne fait que satisfaire les besoins de flexibilite des employeurs. Une voie royale pour affaiblir la norme meme de temps complet et developper les statuts d'emplois precaires !

Pour toutes ces raisons, il est essentiel de faire entendre la voix de toutes celles et ceux qui au nom de l'egalite hommes/femmes s'opposent a cette Constitution. Plusieurs associations et militantes feministes se sont deja exprimees en ce sens et veulent contribuer une campagne de denonciation de cette Constitution. En organisant cette rencontre publique, la commission "genre et mondialisation" d'ATTAC souhaite contribuer a cette campagne et favoriser les convergences.

Seule une Europe sociale ou les droits fondamentaux et les services publics seront des valeurs superieures a celle de la concurrence pourra garantir les droits acquis par les femmes et faire progresser l'egalite.

3 - Demande d'aide d'une association de femmes du Congo

Association des Groupements de Femmes Marchandes (AGFM)

BUKAVU/RDCONGO

B.P : 03/Cyangugu (RWANDA)

Email : agfm12000@yahoo. fr

Madame,

Voici en bref la presentation de notre Association et ses objectifs :

Cree à Bukavu, region du Sud Kivu. Republique Democratique du Congo, en date du 1er octobre 1994, entre les soussignees une Association sans but lucratif a caractere apolitique et non confessionnel dénommees Association des Groupements des Femmes Marchandes de Bukavu, en abrege : « AGFM/Bukavu ».

Il est situe au quartier Biasi (Grand marché de Kadutu), zone de Kadutu, ville de Bukavu., Region du Sud Kivu. Elle pourra etre transfere en tout autre endroit de la Region du Sud Kivu sur décision du Conseil de Gestion. Actuellement elle compte plus de 48 groupements des femmes qui s'organisent en TONTINE sous diverses formes avec comme denominateur commun la mobilisation des ressources internes afin de constituer le FONDS PROPRE, bien sur avec d'autres aides exterieures, et renforcer ainsi le capital circulant de ses membres. Tous les membres de l'AGFM s'étant sentis debordes par les problemes de gestion familiale suite à l'improductivite financiere de leurs maris ont juger bon de creer cette association pour se prendre en charge.

Il a pour objet de consolider la cooperation et la collaboration entre les differents groupements de Femmes Marchandes de Bukavu en vue d'améliorer les conditions socio-economiques de celle-ci. Pour attendre cet objectif, leAGFM se propose :

- D'animer et former les groupements membres sur les differentes activites liees a leur auto-promotion
- De pouvoir les activites individuelles et commun d'autofinancement.
- Et actuellement, suite à la situation de guerre qui prevaux actuellement dans la region de pays de grands lacs et vue les atrocites (viol, exploitation de la femme) commises à l'egard des ces femmes, elle a ete oblige de les combattre et de s'associer avec d'autres organisations internationales féminines pour se serrer le coude en fin de promouvoir la dignite de la femme.

Suite a cela nous sommes venue aupres de vous pour vous solliciter une assistance materielle, financiere ainsi que morale pour ainsi marche ensemble vers la raison.

La Presidente, LUKOLO Ilundu Monique

4 – Constitution europeenne : Appel des 200

Vous avez entendu parler de l'appel des 200, lance par fondation Copernic (texte ci-dessous)

Il est décliné en différents appels : des 200 syndicalistes, 200 économistes, 200 ouvriers, etc... le même texte.

Donc, voilà l'appel de 200 féministes. Si vous voulez le signer : christiane.marty@edf.fr, Site : <http://www.appeldes200.net/>

Dire "non" au traité constitutionnel, pour construire l'Europe !

Face à la mondialisation libérale et aux firmes transnationales, nous avons besoin d'Europe. Mais celle qui se fait aujourd'hui n'est pas l'Europe dont nous avons besoin.

L'Europe qu'on nous demande d'avaliser est totalement organisée autour d'un principe unique : le marché, la généralisation de la concurrence. C'est cela qui autorise l'attaque contre les services publics, l'incitation à l'allongement de la durée du travail et sa flexibilisation, l'encouragement à la régression sociale dans chacun des pays de l'Union européenne. Cette Europe-là est menée par le haut, par des négociations opaques entre les gouvernements et par des instances qui ne sont pas soumises au contrôle démocratique, telles la Commission ou la Banque centrale européenne.

Les peuples ne se reconnaissent pas dans cette pseudo-Europe qui a le marché pour idole et la négociation secrète pour liturgie. Il est urgent de sortir de cet engrenage.

Le « traité constitutionnel » adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement le 18 juin 2004 constitue l'ensemble juridique libéral le plus complet et contraignant de la planète. Il grave dans le marbre les dogmes et les politiques inscrites dans le Traité de Rome aggravés dans un sens néo-libéral par les traités ultérieurs. Il ouvre la voie à une politique militariste subordonnée à l'OTAN. Il refuse l'égalité des droits à ceux qui résident en Europe sans posséder la nationalité d'un Etat membre et les désigne au harcèlement administratif et policier. Il laisse les citoyens à l'écart des lieux de décision.

Il n'est d'ailleurs une constitution ni par son mode d'adoption, ni par son mode d'élaboration, ni par son contenu. Si il est ratifié, l'unanimité des 25 Etats membres sera ensuite requis pour le modifier. Cela, alors même qu'il fixe dans le détail des choix politiques, économiques et sociaux essentiels qui ne pourront donc plus être remis en cause. Ce vice anti-démocratique affecte déjà les traités actuels ; il est incorporé avec eux. Cette masse de stipulations précises et contraignantes va toujours dans le même sens : la domination de la marche, la liberté d'action des capitaux et des firmes transnationales. Au fronton de cet édifice est inscrit un principe primordial, décret intangible : " le principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée ".

Cette Europe-là n'est pas la nôtre. C'est pourquoi il est urgent de donner à l'Europe de nouvelles fondations qui l'émancipent du capitalisme financier et prédateur, qui la réconcilient avec le progrès social, la paix, la démocratie, un développement soutenable, la coopération entre les peuples de la planète. Nous sommes des partisans résolus d'une Europe du plein emploi, mobilisée contre le chômage, la précarité et la dégradation du cadre de vie. Une Europe qui renforce les garanties sociales, met en œuvre un développement économique compatible avec les équilibres écologiques, défend la diversité culturelle et reconnaît enfin aux femmes l'égalité et les droits qu'elles revendiquent.

Nous voulons une Europe démocratique, fondée sur la pleine citoyenneté de tous ses résidents. Nous proposons une Europe dont les peuples seront les acteurs d'un authentique processus constituant, qui leur permette de décider vraiment des choix politiques et de contrôler leur mise en œuvre. Pour que cette Europe si nécessaire devienne possible, il faut partout donner la parole aux citoyens et refuser cette prétendue "constitution" européenne.

Nous entendons l'argument de ceux qui combattent avec nous le néo-libéralisme et craignent pourtant qu'un tel refus serve les forces réactionnaires. Mais laisser l'Europe actuelle continuer sur sa lancée favorise l'essor dangereux des populismes réactionnaires, des droites "souverainistes", de l'extrême-droite xenophobe. Cette Europe-là représente une grande menace pour l'idée européenne elle-même. C'est pourquoi nous appelons à opposer un "non" majoritaire au " traité constitutionnel ". Un "non" de gauche, en rupture avec le système libéral, qui puisse traduire dans les urnes ce que les mobilisations sociales et altermondialistes de ces dernières ont exprimé avec le soutien de la majorité de la population, des salariés, de la jeunesse.

Sur ces bases, nous créons un collectif d'initiative et appelons à ce que des rassemblements similaires se constituent dans toutes les villes et dans tous les secteurs de la société.

5 - Deces de Madeleine Réberieux

Les associations, organisations et syndicats, réunis à l'invitation de la Marche Mondiale des Femmes et du Collectif National Droits des femmes, pour préparer le 8 mars 2005 (Journée Internationale des femmes et lancement de la 2eme MMF) , tiennent à vous faire part de leur émotion au moment de la disparition de Madeleine Reberieux . Cette grande intellectuelle, dont les travaux , y compris sur les droits des femmes, et les engagements rigoureux et fideles sont un enseignement pour nous tous et toutes nous manquera. Nous retiendrons aussi ce qu'elle disait : " pour rever vrai, il faut parler vrai " MMF et CNDF le 9 février.

6 - Festival au féminin a la Goutte d or du 1 au 8 mars

Pendant une semaine, les artistes et les femmes, leurs couleurs et leurs visages tous différents animeront la galerie Cargo 21, l'Olympic Café, le LMP, la Boutique Graines de Soleil et même les rues de la Goutte d'Or.

Vous trouverez d'autres informations sur notre site internet. Si, après cela ils vous en manque encore, n'hésitez pas à nous contacter. <<http://www.grainesdesoleil.com/>>www.grainesdesoleil.com